

# Y A-T-IL UNE DROITISATION DE L'OPINION EN FRANCE ET EN EUROPE ?

Note rédigé pour le Lem par Patrick Coulon

---

Cette note est constituée d'un compte rendu du colloque organisé conjointement le 5 juin 2013 par La Fondation Jean Jaurès et le Groupe Socialiste du Sénat.

La problématique affichée :

Peut-on parler de «droitisation» de la société française ? Cette tendance traverse-t-elle toute l'Europe ? Le discours de la gauche est-il audible ?

Pour répondre à ces questions les organisateurs proposaient l'éclairage d'universitaires français et européens, et l'analyse de responsables politiques, complétés par la présentation de plusieurs enquêtes d'opinion.

## Commençons par des chiffres :

---

Le colloque s'appuyait sur 2 enquêtes :

L'une réalisée par *Ipsos* en janvier 2013 intitulée « **France 2013 : Les nouvelles fractures** » et l'autre « **Une droitisation des opinions européennes ?** » réalisée par *l'Ifop*

**La première**<sup>1</sup> indique que les Français sont très préoccupés par l'emploi et le pouvoir d'achat ; les résultats de l'enquête mettent en évidence un autre mouvement : le profond repli de l'opinion qui atteint en ce début d'année 2013 un niveau jamais égalé. Ce mouvement se caractérise par une très forte défiance à l'égard du monde extérieur et d'autrui. Pour 78% des personnes interrogées, « on n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres », 58% pensent que « la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui plutôt que de s'ouvrir au monde extérieur ». On observe parallèlement un important rejet du système démocratique et médiatique. Pour 62% des Français, « la plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus » contre seulement 38% pour qui il s'agit d'un phénomène minoritaire. 58% estiment que les journalistes font mal leur travail et 72% qu'ils ne parlent pas des vrais problèmes des Français. Les attentes de l'opinion se positionnent pour un renforcement de l'autorité politique et de l'échelon national. 87% des Français sont d'accord avec l'idée selon laquelle « on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre » ; 65% estiment que pour faire face aux grands problèmes à venir il « faut renforcer les pouvoirs de notre pays quitte à limiter ceux de l'Europe ».

Ce mouvement d'opinion traduit bien davantage que la nième étude sur la défiance des Français. En effet, l'enquête fait également apparaître une adhésion parfois massive à certains propos xénophobes et une forte crispation autour de l'Islam. 70% des Français se sentent proches de l'idée selon laquelle « il y a trop d'étrangers en France » (contre 30% qui se positionnent sur l'item opposé : « il n'y a pas trop d'étrangers en France »). Pour 67% des personnes interrogées, « on ne se sent plus chez soi comme avant » (contre 38% qui estiment qu'on se sent « autant chez soi aujourd'hui qu'avant »). Enfin, près de trois Français sur quatre (74%) pensent que la religion musulmane n'est pas tolérante et pas compatible

---

<sup>1</sup> Chiffres et commentaires tirés du résumé accompagnant les résultats

avec les valeurs de la société française (contre respectivement 28% et 11% pour la religion catholique et 34% et 25% pour la religion juive).

On savait l'opinion publique française pessimiste et inquiète depuis longtemps. On la découvrait à chaque enquête annuelle de plus en plus défiante. On la mesure maintenant dans le repli, la crispation identitaire et un rejet profond de l'Islam.

Cette enquête fait également apparaître des porosités de plus en plus marquées entre certains électorats. Sur le terrain de l'identitaire et de la demande d'autorité, les sympathisants UMP sont maintenant idéologiquement extrêmement proches des sympathisants FN : massivement hostiles aux étrangers et à l'Islam et en demande d'un « vrai chef ». Ils s'en démarquent en revanche sur la mondialisation, l'euro et l'Europe. De même, il existe des points de convergence forts entre les sympathisants du FN et ceux du Front de gauche pour critiquer la mondialisation, les medias, les responsables politiques et l'Islam en tant que religion qui voudrait « imposer son mode de fonctionnement » ou qui serait intolérante.

Enfin, au-delà de la très grande richesse des résultats d'ensemble et des résultats triés par la sympathie partisane des interviewés, leur profession ou leur niveau de diplôme, Ipsos a également réalisé une analyse typologique particulièrement intéressante. Elle fait apparaître 5 grands groupes, allant des « bobos » aux « populistes » en passant par les « libertaires », les « ambivalents » et les « crispés ». Une typologie éclairante sur les nouvelles fractures françaises

**La seconde<sup>2</sup>** tend à prouver que s'il est incontestable que sur les questions régaliennes et identitaires, la demande de *law and order* est massive (par exemple, l'adhésion à l'idée selon laquelle « il y a trop d'immigrés dans notre pays » s'échelonne de 83 % en Belgique à 60 % en Allemagne ; de la même façon entre 43 % des Allemands et 70 % des Italiens déclarent qu'« on ne se sent en sécurité nulle part »), et qu'elle s'accompagne d'une forte critique de l'assistanat et d'un appel à davantage de liberté pour les entreprises, on observe, dans le même temps, une forte aspiration à une intervention de l'Etat pour réguler l'économie (de 65 % en Italie à 49 % aux Pays-Bas en passant par 61 % en France et 64 % en Allemagne) et pour assurer davantage de justice fiscale en taxant davantage les plus riches (hormis en France et en Italie, la demande d'une hausse de la fiscalité atteint entre 50 % en Suisse et 75 % en Espagne).

**Au terme de cette investigation, l'hypothèse d'une droitisation des opinions publiques européennes doit donc être relativisée.** A côté de ces souhaits, on peut également mentionner comme élément nuanciant le constat d'une droitisation systématique, la très forte adhésion au droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels, position traduisant un fort degré de libéralisme culturel et ne cadrant pas exactement avec les valeurs de droite (l'adhésion étant maximale dans l'Europe du Nord, de 71 à 85 %, mais également dans l'Espagne de tradition catholique, avec 71 %)

---

<sup>2</sup> Chiffres et commentaires tirés du résumé accompagnant les résultats

## Les points forts du débat

---

**François Rebsamen** sénateur-maire de Dijon, président du Groupe socialiste du Sénat et **Gilles Finchelstein** directeur général de la Fondation Jean-Jaurès: en introduction .

Pour que l'on puisse dire qu'il y a une « droitisation de la société française », il faut deux conditions, cumulatives : d'abord, un déplacement du débat politique vers les thèmes de droite ; ensuite, un accroissement d'une vision « droitière » sur tout un ensemble de thèmes.

Il faut alors s'interroger sur plusieurs éléments :

Qui est touché par cette droitisation ? S'agit-il des électeurs ? Des partis politiques ?

Est-ce une droitisation de l'offre ? De la demande ? Ou des deux ?

Est-ce une droitisation de toute la droite ? D'une partie de la droite ?

**Brice Teinturier (IPSOS)**

Cette droitisation apparaît comme un phénomène réel et exponentiel à travers l'enquête.

Le repli sur soi, le repli national par rapport à l'Europe, la demande de souveraineté : le niveau particulièrement élevé de ces trois indicateurs illustre de manière assez nette une droitisation de la société française.

La demande d'ordre et d'autorité de la population envers l'Etat est un autre facteur de cette droitisation.

L'autre point important est ce que l'on mesure en termes d'alterophobie et d'islamophobie au sein de la société, et qui est particulièrement révélateur de cette droitisation.

Enfin, on note une tendance exponentielle à la célébration du passé au sein de la société française : « *Je m'inspire des valeurs du passé pour ma vie* » : cet indicateur ne cesse d'augmenter au fil des années.

Dernier élément : Aujourd'hui, un Français sur deux estime que la France est en déclin.

Dans le détail, si l'on interroge les sympathisants des différentes forces politiques en France, on constate que cette opinion est majoritairement partagée chez les électeurs de droite et d'extrême droite.

**Vincent Tiberj** politologue, Centre d'études européennes de Sciences Po

**Il faut nuancer ce phénomène de droitisation.** Comparé aux années 1930 par exemple, période où l'on avait un niveau de racisme et de xénophobie plutôt élevé, voire très élevé, les niveaux actuels semblent assez minces.

En fait, si on analyse plusieurs thématiques, on s'aperçoit que **le temps long est plutôt en faveur de la gauche** : une tolérance plus grande dans le temps sur une diversité de sujets, une adhésion au droit de vote des étrangers aux élections locales plus forte, une adhésion à l'homosexualité plus importante... Dans l'histoire, on constate qu'à chaque fois que la gauche ne prend pas pleinement part à tel ou tel débat, elle perd des points et de l'influence.

Quand on parle de droitisation de la société, on parle aussi de **politisation**.

Ainsi, il est nécessaire d'analyser l'évolution des discours, l'évolution des pratiques, l'évolution des partis politiques, afin de comprendre ce processus de la droitisation de la société dans son intégralité.

D'autre part, on note dans l'histoire qu'à chaque fois que la gauche est au pouvoir en France, il y a une droitisation de la société.

**Caroline Fourest** *journaliste et essayiste*

L'homophobie recule d'une manière générale dans la société française, c'est un fait qui semble indéniable à l'heure actuelle.

On constate assez nettement une montée de la musulmanophobie – racisme envers les musulmans –, phénomène réel et impulsé par des réseaux actifs

**Gaël Brustier** *chercheur en science politique* Il existe la vision d'un Occident qui serait menacé dans le monde (par les puissances émergentes, par l'immigration).

On se retrouve alors face à l'application d'une stratégie de domination culturelle à droite. La droite parvient à diffuser cette hégémonie par une diffusion forte de plusieurs paniques morales.

La gauche doit développer une vision du monde alternative, notamment sur le plan économique, qui reste la clef fondamentale dans les propositions des différentes forces politiques, et notamment pour parer à l'inquiétude d'une partie de la population face à la mondialisation, face à l'immigration...

**Laurianne Deniaud** *ancienne présidente du Mouvement des jeunes socialistes*

Demain, dans une situation économique plus favorable, il faudra que la gauche assume certains combats, certains sujets. Il y a une attente de la gauche. Il faut retravailler des perspectives autour du « rêve français », avec une grande priorité donnée à la jeunesse.

En outre, il faut continuer à structurer un discours clair sur la laïcité, un discours clair sur la lutte contre les discriminations, avec à chaque fois des axes forts, ce qui contribuera à lutter contre ce phénomène de droitisation de la société.

**Jérôme Fourquet** *(IFOP)*

Oui, nous avons une droitisation européenne sur les questions de lutte contre l'assistanat, de défiance vis-à-vis de l'immigration, de l'autonomie renforcée du rôle des entreprises, mais la population européenne veut d'avantage de justice fiscale, et montre une grande adhésion au sujet du mariage homosexuel, deux thèmes plutôt à gauche.

Ainsi, la droitisation existe, mais elle ne doit pas être considérée comme une droitisation généralisée. Elle n'est pas un mythe, mais elle a des limites.

**Ernst Hillebrand** *directeur du département « Analyse de politique internationale », Fondation Friedrich-Ebert*

La question d'une droitisation généralisée des opinions en Europe semble relever davantage du mythe que de la réalité.

En Allemagne par exemple, rien n'indique une droitisation généralisée des opinions.

Au contraire, les sociétés sont plus ouvertes qu'il y a trente ans, elles sont beaucoup plus tolérantes, c'est indéniable.

**Florence Haegel** *politologue, Centre d'études européennes de Sciences Po*

Le mouvement général vers plus de libéralisme économique chez les partis de droite en Europe a débuté en 1980. Depuis, il n'y a pas eu d'accentuation ni de remise en cause des positions libérales à droite sur le plan économique. Il y a donc bien un mouvement de droitisation en Europe, mais un mouvement léger.

Cette droitisation n'a pas porté sur des questions économiques (elle a déjà eu lieu dans les années 1980) mais sur des questions d'« ordre moral ».

**Harlem Désir** *premier secrétaire du Parti socialiste, député européen*

En même temps que monte la demande de sécurité, de moins d'immigration, il y a une demande d'attente et de protection de la population envers l'Etat.

La gauche, pour y répondre, doit tenir compte de ces inquiétudes, de ces interrogations, de ces attentes de la population.

La gauche doit aussi être capable d'apporter des réponses et des propositions sur certains thèmes qu'elle a peut-être sous-estimés à certains moments de son histoire.

C'est d'abord la question posée sur la liberté d'entreprendre, et sur l'entreprise d'une manière générale. Quelle place doit être faite sur ce que chacun peut entreprendre ? Quelle liberté accorder ? Quel soutien ?

Cela passe peut-être par une valorisation du travail, du mérite. En tout cas, on attend que la gauche puisse répondre à cela

**Gérard Le Gall** *politologue (dirigeant du PS)*

La première chose à faire à gauche pour contrer cette droitisation : réhabiliter le débat idéologique et philosophique.

La gauche est minoritaire idéologiquement car elle n'a pas fait ce travail de réhabilitation idéologique et philosophique

Il faudra donc réfléchir aux mots dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, il s'agira d'éviter les évitements, les non-dits, les dénis de réalités.

**François Rebsamen** *sénateur-maire de Dijon, président du Groupe socialiste du Sénat*

Est-ce que le mode de scrutin que nous avons en France induit une droitisation ?

C'est une question qui se pose, et qui est légitime. En effet, le mode de scrutin que nous avons est un scrutin violent, qu'il convient peut-être de réinterroger.

Néanmoins, la grande bataille que la gauche et les socialistes doivent mener, d'autant plus qu'ils sont au pouvoir, c'est la bataille culturelle.

**Bruno Le Roux** *député de Seine-St-Denis, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale*

Nous devons toujours être en réponse dans le questionnement de ce qu'est le socialisme aujourd'hui. Notre orientation est social-démocrate. Assumons donc le débat sur la social-démocratie.

**Thierry Pech** *directeur de la rédaction d'Alternatives économiques*

L'enjeu, c'est de répondre à cette interrogation pour la gauche : qu'est-ce qu'une politique juste dans une période de croissance faible ?

En outre, un autre élément modifie l'équation politique : la finitude des ressources et des possibilités.

**Nonna Meyer** *politologue, Centre d'études européennes de Sciences Po*

Il est assez clair que le niveau de tolérance envers autrui a chuté à droite et au centre.

C'est pourquoi, en Europe, **le phénomène est avant tout une droitisation de la droite, avant d'être une droitisation de la société tout entière.**

Dans le même temps, il y a une possible extrême-droitisation en marche, et ce partout en Europe, et notamment en France.

En outre, il ne faut pas sous-estimer les inquiétudes et les peurs qui peuvent entraîner cette droitisation de l'opinion. Insister sur la sécurité économique d'une part et sociale d'autre part : deux enjeux clefs pour la gauche.

**Laurent Bouvet** professeur de science politique à l'Université Versailles St-Quentin, directeur de l'Observatoire de la vie politique de la Fondation Jean-Jaurès

Au lieu de parler d'une droitisation de la société, d'une droitisation de la droite ou d'une partie de la droite, on peut utiliser le terme « radicalisation ».

Dans le même temps, la radicalisation de la droite s'explique parce qu'on a laissé le champ libre à certains discours, sans apporter de contradictions fortes, sans mener la bataille idéologique.

L'essentiel donc, c'est la bataille idéologique

## Mon commentaire :

---

**Décalage entre ce qu'analysent les chercheurs et les interprétations des dirigeants du PS.**

**Les premiers replacent les mouvements d'opinions dans une vision longue et contrastée et différencient évolution de la droite, de son projet, de son discours, de sa radicalisation, de l'impact sur son/ses électorat(s) et les tendances (constatées par Michelat et Simon<sup>3</sup>) à une prédominance des principes de gauche dans l'ensemble de la société.**

**Les seconds cautionnent un discours avalisant une droitisation de la société qui imposerait certes une bataille idéologique mais sur un fonds de renoncement et la justification d'une adaptation sociale-libérale.**

**Il n'en demeure pas moins qu'il faut être attentifs aux bougés et attentes de l'opinion pour comprendre et agir car comme le disait un chercheur lors de ce colloque : la politique a de l'influence sur les électeurs.**

---

<sup>3</sup> La Pensée Hors série, supplément au n° 368  
« Le peuple, la crise, et la politique » Mars 2012 -